

Canada

Conference on Disarmament

8 August 2019

Mr. President,

We wish to thank you for organizing this discussion on Agenda Item 2, and to thank the four panellists for their thoughtful remarks and observations.

There are a range of issues that can be addressed under the item “Prevention of nuclear war, including all related matters”, but for our purpose’s today, our delegation will touch on only one: the fissile material cut-off treaty or FMCT.

As most CD members are aware, Canada champions the immediate commencement of FMCT negotiations in this forum.

We believe an FMCT would, among other benefits:

- be a crucial tool for combatting horizontal and vertical proliferation by restricting the quantity of fissile material available for use in new or existing nuclear weapons programs.
- limit the pool of available fissile material, thereby reducing the risk that terrorist groups or other non-state actors could acquire these materials.
- advance nuclear disarmament, with the extent of its impact depending on the treaty’s scope and verification model.
- increase transparency on the fissile material stockpiles held by the five Nuclear Weapon States and other states possessing nuclear weapons.

Last year, a General Assembly-mandated High-Level Fissile Material Cut-off Treaty Expert Preparatory Group (Prep Group) concluded its meetings by adopting a consensus report intended to help prepare the ground for negotiators by identifying possible elements for a future treaty.

The Secretary-General of the United Nations then transmitted the Prep Group report to the attention of the Conference on Disarmament on 18 January 2019 (it is registered as CD/2152).

As the former Chair of the Prep Group explained to the CD this February, the contents of the report offer in plain language a range of considerations for negotiators for that moment when the CD embarks on an FMCT negotiating process.

The Prep Group report, along with CD/2139, the agreed report of 2018's Subsidiary Body Two, which focussed on an FMCT, plus the overwhelming support for the 2018 First Committee resolution 73/65 on an FMCT demonstrate the continued importance placed on such a treaty by the bulk of UN member states.

It would have been ideal if the Prep Group report had worked like a double-shot of espresso on the CD membership, jolting us into concrete action at the start of 2019 on a long-discussed disarmament priority, but that has not proven to be the case.

Setting aside the likely mixed benefits of extreme caffeine-induced CD activity, the truth is that Canada recognizes that there are important concerns that divide CD members on how FMCT negotiations might be launched - differences that Subsidiary Body Two helped to clarify while also reaffirming that all CD members appreciate the positive impact on international security and stability that would come from banning the production of fissile material for nuclear weapons or other nuclear explosive devices.

While acknowledging that these differences on an FMCT have impeded the start of negotiations, Canada believes the Prep Group report offers the Conference an additional avenue for action, short of actual negotiations, by undertaking technical work such as elaborating on each of the treaty institutional models described in the report, costing out each option and examining options for treaty verification.

Pursuing FMCT-related technical work would allow CD members to engage in substantive discussions on one element of a core agenda item; a chance to strengthen our knowledge and understanding of what a fissile material treaty would require to be effective, and would constitute a step on a path to eventual negotiations, without prejudicing the eventual outcome or the national position of any CD member. In addition, such discussions would help to demonstrate the continued relevance of the Conference.

In closing, we note the NWS commitment at the recent NPT PrepCom to advance technical work on an FMCT in the CD ahead of the 2020 NPT Review Conference. NWS engagement on a subject of deep interest to CD members is significant, and we hope will be matched by the other nuclear weapon possessing states in this Conference. Canada looks forward to contributing to initiatives in the CD springing from this commitment.

Thank you.

Canada

Conférence sur le désarmement

Le 8 août 2019

Monsieur le Président,

Nous souhaitons vous remercier d'avoir organisé cette discussion sur le point 2 de l'ordre du jour, et remercions également les quatre intervenants de leurs remarques et observations judicieuses.

Un éventail de questions peuvent être soulevées au point « Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui y sont liées », mais, en ce qui nous concerne aujourd'hui, notre délégation se penchera sur une seule de ces questions : le traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles, ou TIPMF.

Comme la plupart des membres de la Conférence sur le désarmement (CD) le savent, le Canada promeut le commencement immédiat des négociations relatives au TIPMF dans cette tribune.

Nous croyons qu'un TIPMF, entre autres avantages :

- constituerait un outil essentiel pour lutter contre la prolifération horizontale et verticale en restreignant la quantité de matières fissiles utilisables dans les programmes nouveaux ou actuels d'armes nucléaires;
- limiterait la réserve de matières fissiles disponibles, ce qui permettrait de réduire le risque que des groupes terroristes ou d'autres acteurs non étatiques fassent l'acquisition de ces matières;
- ferait progresser le désarmement nucléaire, et l'étendue des effets d'un TIPMF dépendrait de sa portée et de son modèle de vérification;
- permettrait d'améliorer la transparence en ce qui concerne les stocks de matière fissile détenus par les cinq États dotés d'armes nucléaires et les autres États possédant des armes nucléaires.

L'an dernier, le Groupe d'experts de haut niveau chargé de l'élaboration du traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires (Groupe préparatoire), mandaté par l'Assemblée générale, a conclu ses rencontres par l'adoption d'un rapport consensuel dans le but de contribuer à préparer le terrain pour les négociateurs en déterminant les éléments éventuels d'un futur traité.

Le Secrétaire général des Nations Unies a par la suite transmis le rapport du Groupe préparatoire à l'intention de la Conférence sur le désarmement, le 18 janvier 2019 (soit le document CD/2152).

Comme l'a expliqué l'ancienne présidente du Groupe préparatoire en février à la CD, le contenu du rapport offre, en langage clair, un éventail de facteurs à considérer destiné aux négociateurs lorsque la CD amorcera le processus de négociation relatif au TIPMF.

Le rapport du Groupe préparatoire, ainsi que le document CD/2139 (le rapport adopté en 2018 sur l'organe subsidiaire 2, qui était axé sur le TIPMF) et le très fort appui à l'égard de la résolution 73/65 de la Première Commission en 2018 sur le TIPMF, témoignent de l'importance continue accordée à un tel traité par la majeure partie des États membres des Nations Unies.

L'idéal aurait été que le rapport du Groupe préparatoire ait agi comme une double dose d'espresso pour les membres de la CD, nous dynamisant de façon telle que nous aurions immédiatement pris des mesures concrètes, dès le début de l'année 2019, sur la priorité du désarmement à l'étude depuis longtemps. Or, ce ne fut pas le cas.

Mis à part les avantages probablement mitigés d'une activité extrême de la CD causée par la caféine, le Canada reconnaît, en réalité, qu'il existe des préoccupations importantes divisant les membres de la CD quant à la manière dont les négociations relatives au TIPMF pourraient être lancées, des différences que l'organe subsidiaire 2 a aidées à préciser tout en réaffirmant également que tous les membres de la CD comprennent l'influence positive sur la sécurité et la stabilité internationales qu'offrirait l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

Bien qu'il reconnaisse que ces différences relatives au TIPMF ont entravé le lancement des négociations, le Canada estime que le rapport du Groupe préparatoire offre à la Conférence un autre moyen d'agir, à défaut de négociations proprement dites, soit la réalisation de travaux techniques : préciser chacun des modèles institutionnels de traité décrits dans le rapport, établir le coût de chaque option et examiner les options en matière de vérification des traités.

La poursuite des travaux techniques liés au TIPMF permettrait aux membres de la CD d'entamer des discussions de fond sur un seul élément d'un point essentiel de l'ordre du jour, offrirait la possibilité d'approfondir nos connaissances et notre compréhension relatives aux éléments essentiels d'un traité efficace sur les matières fissiles, et constituerait un premier pas vers d'éventuelles négociations, et ce, sans porter atteinte au résultat ultérieur ou à la position nationale des membres de la CD. En outre, de telles discussions contribueraient à démontrer l'avenir de la pertinence de la Conférence.

En conclusion, nous prenons note de l'engagement des États dotés d'armes nucléaires lors du récent Comité préparatoire au TNP dans le but de poursuivre les travaux techniques sur le TIPMF à la CD, en prévision de la conférence d'examen du TNP en 2020. La mobilisation des États dotés d'armes nucléaires sur un sujet présentant un vif intérêt pour les membres de la CD est importante, et nous espérons qu'elle sera égalée par celle des autres États possédant des armes nucléaires dans cette Conférence. Le Canada est impatient de contribuer aux initiatives de la CD qui naîtront de cet engagement.

Je vous remercie.